

GÉO POLITIQUE

du **XXI^e** siècle

Yohan Briant
Manon Chemel
Alexandre Negrus

50 FICHES



PODCASTS & VIDÉOS



ellipses

Instabilité politique et faillite sécuritaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Nicolas NORMAND

Ancien ambassadeur au Mali, au Congo, au Sénégal et en Gambie, auteur du *Grand Livre de l'Afrique*, éditions Eyrolles, 2019 et 2022

► Dates et chiffres clés

- ▶ Le Sahel est une bande de territoire de 5 500 km de long et de 450 km de large en moyenne, en limite sud du Sahara, représentant une superficie de près de 6 fois la France. Les 5 pays du Sahel central sont le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie.
- ▶ La population de ces 5 pays connaît une croissance explosive : 17 millions d'habitants en 1950 à 81 en 2012 (soit une multiplication par 5 en 66 ans), puis 120 millions prévus en 2025. Les deux tiers de la population ont moins de 25 ans. Un jeune sur deux seulement est alphabétisé.
- ▶ Les États y sont faibles et dysfonctionnels, avec une fiscalité insuffisante (entre 10 à 20 % du PIB de prélèvements obligatoires). Le nombre d'agents de l'État se situe entre 3 et 10 pour 1 000 habitants, contre 160 en Norvège par exemple.
- ▶ Plus de 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et les 5 pays sahéliens sont parmi les derniers du classement de l'indice du développement humain (IDH) : le Tchad est 190^e, le Niger 189^e, le Mali 186^e, le Burkina Faso 184^e et le Sénégal 170^e.
- ▶ La crise sécuritaire trouve son origine dans le débordement de la guerre civile algérienne et l'installation au nord du Mali en 2000 d'éléments djihadistes. Des coups d'État sont intervenus au Mali en 2021 et 2022 et deux fois au Burkina Faso en 2022.
- ▶ La présence française a été, de 2013 à 2022, composée de 5 000 militaires mobilisés pour l'opération Serval, transformée en opération Barkhane en 2014. Ces forces ont été contraintes de se retirer du Mali en 2021-2022, suivies par la force européenne Takuba, et du Burkina en 2023.
- ▶ La force de l'ONU, la MINUSMA de 13 000 casques bleus, a quitté le 23 octobre 2023 son camp d'Aguelhoc (nord du Mali) selon la demande malienne du 16 juin. Le Mali s'était également retiré en 2022 du G5 Sahel, organisation régionale de lutte contre le terrorisme.

Un contexte géographique contraignant

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel avaient jadis connu un âge d'or, du XI^e au XVI^e siècle. Mais les pays enclavés ne se sont guère remis du contournement par le commerce maritime, puis de l'esclavage et enfin du traumatisme colonial. Le développement économique de la majorité des États côtiers d'Afrique de l'Ouest progresse néanmoins, comme en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, tandis que le Nigeria reste menacé par l'insécurité.

Les États sahéliens issus des indépendances n'ont pas pu administrer de vastes territoires, inventer un modèle politique inclusif et s'insérer dans l'économie mondiale. Des groupes armés sont alors apparus dans les zones hors contrôle de l'État, principalement à partir de deux foyers : au nord-est du Nigeria depuis 2009 avec Boko-Haram (causant près de 30 000 morts du terrorisme), au Mali depuis 2012, initialement au nord seulement, puis sur la majorité du territoire, avant de gagner le Burkina Faso et le Niger à partir de 2015.

Parallèlement, le Sahara s'est étendu : en 50 ans, les isohyètes de 200 mm de pluie seulement sont descendues au Sud de 250 km, tandis que la population triplait de 30 à près de 90 millions d'habitants dans les six pays francophones du Sahel : Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Cette explosion démographique se poursuit : vers 240 millions de personnes en 2050, voire 540 en 2100, sauf émigration massive menaçant alors les États côtiers. Le Nigeria, déjà peuplé de plus de 200 millions d'habitants, devrait devenir le troisième pays le plus peuplé de la planète à la fin du siècle. Le réchauffement climatique pourrait aussi durement affecter les ressources agricoles. Ces facteurs tendent les relations entre pasteurs nomades du nord et agriculteurs sédentaires plus au sud, provoquant déjà des affrontements armés au centre du Mali et du Nigeria.

L'aggravation de l'insécurité

Depuis 2012, l'irruption de l'extrémisme religieux armé s'est ajoutée à une instabilité politique chronique (Sénégal excepté). Le débordement de la guerre civile algérienne a provoqué l'arrivée en 2000 au nord du Mali de djihadistes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) devenu al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007. Puis le débordement de la crise libyenne a aussi ramené au nord Mali, en 2011, des Touaregs armés qui ont lancé une rébellion séparatiste de la région de Kidal. Des rivalités ont suscité, en sus d'AQMI, l'apparition de deux mouvements djihadistes locaux : Ansar Dine, dirigé Iyad Ag Ghali (un chef touareg converti à l'islamisme Tabligh) et le mouvement pour l'unité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). En janvier 2013, l'armée française a été appelée par les autorités de transition à Bamako (après un coup d'État en 2012), pour mettre fin à la sécession du nord du pays, occupé par des groupes

djihadistes (opération Serval). En 2014, le Président français François Hollande a décidé de prolonger la lutte antiterroriste par l'armée française au Mali et au Sahel (opération Barkhane).

La lutte armée n'a pas empêché la diffusion du djihadisme en raison de la radicalisation d'une jeunesse désœuvrée, sans formation et à l'avenir bouché, qui rejoint de gré ou de force des djihadistes qui rejettent à la fois l'Occident et l'État moderne. Aux mouvements initiaux affiliés à al-Qaïda s'est ajouté en 2016 l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). En réaction, les groupes affiliés à al-Qaïda se sont fédérés en 2017 sous le nom de JNIM (ou GSIM, Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans), dirigés par Iyad Ag Ghali.

D'autres facteurs favorisent le recours aux armes : la difficile restauration de l'autorité et de la légitimité des États sahéliens, la faiblesse des moyens étatiques victimes d'une fiscalité insuffisante et minée par l'économie informelle et la corruption, la multiplication des conflits inter et intracommunautaires non arbitrés et non judiciairisés, la circulation des armes légères, les inégalités, le chômage, la détérioration des sols et la désertification aggravés par la pression démographique. Par ailleurs, les groupes djihadistes disposent de ressources financières, provenant des rançons, de divers trafics et de l'orpaillage, de l'impôt islamique (la zakat), qui leur permettent d'équiper et de payer leurs combattants.

Des remèdes inefficaces à ce stade

Malgré le combat militaire et malgré les coups sévères portés contre des chefs djihadistes, la situation au Sahel s'est encore dégradée. Le nombre des victimes d'attaques terroristes n'a cessé d'augmenter, l'année 2022 ayant connu le plus grand nombre de morts depuis dix ans, une tendance s'aggravant encore en 2023, particulièrement au Burkina Faso qui a légèrement dépassé le Mali depuis 2021 en nombre de victimes, le Niger arrivant en troisième position. Au Burkina Faso, les victimes du terrorisme qui étaient quelques centaines en 2017 et 2018 ont dépassé les 2 000 victimes par an de 2019 à 2021 et plus de 4 000 en 2022.

Un changement significatif est intervenu en 2022 avec l'arrivée au Mali des mercenaires russes du groupe Wagner et le retrait français de Barkhane (octobre 2021), après une dégradation des relations franco-maliennes consécutive au deuxième coup d'État militaire à Bamako (mai 2021 après celui d'août 2020). Un sentiment anti-français s'est répandu chez les activistes urbains, alimenté par le régime malien et la propagande russe active sur les réseaux sociaux.

La force MINUSMA d'environ 13 000 casques bleus au Mali, qui n'est pourtant pas combattante, a été l'opération des Nations unies ayant subi le plus de pertes (185 morts) de l'histoire du maintien de la paix, dépassant le cas de la Somalie.

Des milices d'autodéfense communautaires sont apparues dans les différents pays. La situation a parfois dégénéré en affrontement avec les Peuls, djihadistes ou non. Parallèlement, la situation s'est dégradée au Burkina Faso après le renversement du Président Compaoré (2014) et le démantèlement de ses réseaux sécuritaires. Les juntes militaires issues de coups d'État successifs (janvier puis septembre 2022) ont généralisé les milices nommées « Volontaires pour la défense de la patrie » (VDP) et ont déclaré une mobilisation générale. Les VDP paraissent servir de tampon entre les djihadistes et l'armée, mais paraissent encore plus difficilement contrôlables. On déplore ainsi, de manière répétée, des massacres de civils au Mali et au Burkina Faso, en zones rurales réputées favorables aux djihadistes.

Des perspectives qui demeurent sombres

Le Niger est également très fragilisé, ayant le plus fort taux de natalité de la planète et le plus faible indice de développement humain. L'islamisme radical s'y développe. Le Président élu, Mohamed Bazoum, à l'inverse du Mali et du Burkina, a fait le choix de s'appuyer sur la coopération avec la France (dont un redéploiement de Barkhane) et les pays occidentaux. Si la situation sécuritaire était plus favorable, le contexte a changé depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 de la junta militaire, sous le nom de Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

En raison de l'impasse militaire et de la lassitude des populations, la question d'une négociation avec les leaders locaux du djihadisme se posera à nouveau. À ce stade, les juntes militaires à Bamako et Ouagadougou n'envisagent de solution que militaire. Une négociation imposerait de faire des concessions politiques importantes aux islamistes, sans régler la question des irréductibles de l'EIGS qu'il faudrait continuer de combattre. Un apaisement viendrait surtout d'une amélioration de la situation de la jeunesse et des zones rurales abandonnées à leur sort.

Les perspectives demeurent sombres mais un progrès pourrait venir d'une meilleure entente entre les autorités de transition au Mali et au Burkina Faso avec leurs partenaires occidentaux et d'une meilleure compréhension des besoins de ces États sahéliens par leurs bailleurs de fonds.

Situation politico-sécuritaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest

La région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest regroupe plusieurs pays sur une partie du continent africain dont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le terrorisme sévit dans la région et déstabilise les équilibres politique et sécuritaire étatiques.

1

L'Afrique de l'Ouest s'étend de l'océan Atlantique à l'ouest jusqu'au Niger et au Nigeria à l'Est, et du Sahara au Nord jusqu'au golfe de Guinée au sud. Selon l'ONU, cette région regroupe le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et les cinq pays du Sahel à savoir la Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Avec près de 500 millions d'habitants, la population a quadruplé en 50 ans. 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

2

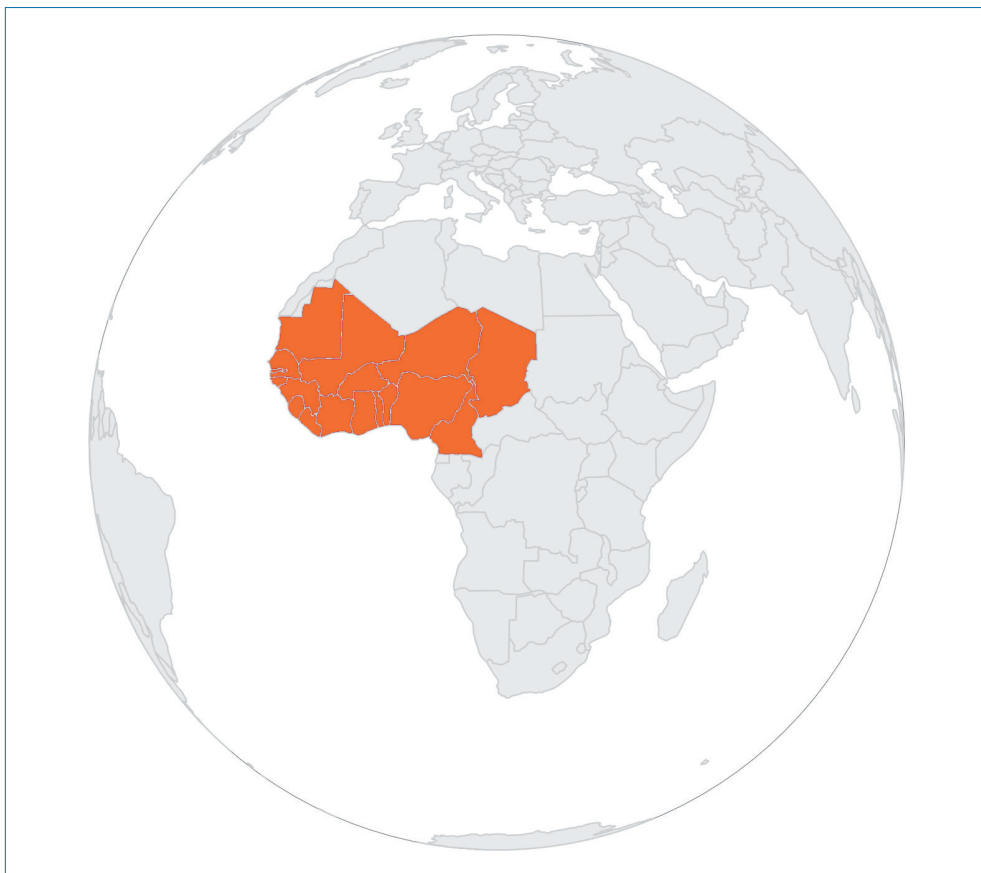
En 2022, les violences liées à l'islamisme ont augmenté de 22% en Afrique (2 fois plus qu'en 2019). Elles sont réparties à 40% au Sahel, 14% au Tchad, 37% en Somalie et 8% au Mozambique et en Afrique du Nord. Au Sahel, les décès liés aux groupes islamistes ont augmenté de 63% en 2022 et les événements violents de 130% depuis 2020 (dont 90% au Mali et au Burkina Faso). Le groupe Wagner a contribué à augmenter les décès des civils (1 civil sur 2,7 victimes). Les groupes répertoriés sont : AQMI, l'État islamique dans le Grand Sahara, Boko Haram, l'État islamique en Afrique de l'Ouest et Ansaru.

3

À partir des années 1960, les pays ont accédé à leur indépendance. Parmi ces pays, il y a d'anciennes puissances coloniales française (8 pays), britannique (4 pays), portugaise (2 pays) ou étasunienne (1 pays). L'influence des puissances occidentale et soviétique a contribué à fragiliser les pouvoirs en place dans la région. Actuellement, le terrorisme et les déficits démocratiques persistent et déstabilisent les pouvoirs politiques : corruption, changements constitutionnels et coups d'État.

4

La région fait l'objet de coopérations régionales et internationales à l'instar du G5 Sahel, créé en 2014. Il regroupe le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et lutte contre le terrorisme et les réseaux criminels transnationaux au Sahel. Les Nations unies interviennent au titre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, créée en 2013. Elle comporte 15 000 soldats, policiers et personnels civils, soutient la mise en œuvre de l'accord de paix inter-malien et appuie le rétablissement de l'autorité étatique.



■ Ouvrages généralistes

- Bernard LUGAN, *Histoire du Sahel. Des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2023.
- Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, *Une guerre perdue. La France au Sahel*, éditions Lattes, 2020.
- Julian FERNANDEZ, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Les opérations extérieures de la France*, CNRS éditions, 2020.
- « Géopolitique du Sahel et du Sahara », *Revue Hérodote*, n° 172, mars 2019, 232 p.

■ Conférence/podcast de l'Institut d'études de géopolitique appliquée

▶ *La redéfinition de la politique française au Sahel : perspectives de développement*



La gestion de l'eau dans la Corne de l'Afrique

Charlotte TAGUS

Chercheuse en paradigmes environnementaux au sein du programme Jeunes chercheurs de l'Institut d'études de géopolitique appliquée, soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie

► Dates et chiffres clés

- ▶ Au sens strict, l'expression « Corne de l'Afrique » recouvre, en principe, les cinq pays que sont Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et le Kenya. Au sens large, son cadre géographique par extension peut également correspondre aux trois pays suivants : Égypte, Soudan, Soudan du Sud.
- ▶ Les cinq États de la Corne de l'Afrique que sont l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya comptent une population de 200 millions d'individus. En 2021, le Kenya a déclaré la sécheresse comme catastrophe nationale.
- ▶ En raison d'un haut degré de conflictualité régionale, d'insécurité globale, de stress hydrique critique et de périodes de sécheresse extrême, plus de 20 millions d'individus vivant dans ces cinq États vont nécessiter une assistance en termes d'accès à l'eau et de sécurité alimentaire¹.
- ▶ En 2022, l'Association internationale de développement (IDA), entité de la Banque mondiale, a octroyé 20 millions de dollars pour assister Djibouti dans le cadre des répercussions relatives à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire frappant le pays.
- ▶ « À l'échelle du pays, l'Éthiopie est le deuxième pays d'Afrique subsaharienne avec le taux le plus faible d'accès à l'eau potable (52 %) [...] ² », la Somalie présente l'un des taux d'accès à l'eau les plus bas au monde (31,7 %) ³.

1. Unicef, « Water crisis in the Horn of Africa », 2022, p. 1 [En ligne].
2. Agence française de développement (AFD), « Un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement pour 3,6 millions de personnes en Éthiopie », novembre 2022 [En ligne].
3. Direction générale du Trésor, « Le défi de l'accès à l'eau en AEOI dans un contexte de changement climatique et de croissance démographique », in « Lettre économique de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien », Ministère de l'économie, des finances et de la relance, mars 2021, p. 4 [En ligne].

Gestion de l'eau, sécurité environnementale et changement climatique dans la Corne de l'Afrique

La sécurité environnementale (y compris dans ses composantes hydrique, alimentaire) contemporaine est une sécurité foncièrement climatique. Sous ce rapport, le changement climatique et les effets liés à l'« accélération d[es] processus¹ » afférents ont pour conséquence des pénuries d'eau selon des processus qui auront tendance à croître avec leur lot d'insécurité définie en termes environnemental, social et [géo]politique².

L'impact de la sécheresse sévère opérant dans la Corne de l'Afrique met particulièrement en évidence l'interdépendance forte entre sécurité hydrique, sécurité alimentaire et sécurité climatique. De la sorte, la situation de la région, confrontée au défi d'une sécheresse extrême exacerbée par les changements climatiques, recouvre un triptyque sécuritaire « eau-alimentation-climat » dont le caractère crucial est d'autant plus visible en zone aride, Djibouti en étant une illustration par excellence. À ces réalités vitales, il conviendrait d'ajouter le paramètre de l'énergie, ce qui reviendrait à appréhender les enjeux relatifs à la gestion de l'eau au regard du triptyque sécurité hydrique-alimentaire-climatique « +1 », considérant également les dimensions connexes de la sécurité énergétique³.

Compte tenu des risques liés à l'édification de grands barrages notamment définis en termes de sécurité environnementale et sociale, l'exploitation de celui d'Assouan (Égypte) avait suscité, bien avant celle du méga-barrage de la Renaissance (Éthiopie), des controverses retentissantes⁴. En raison de la retenue importante du barrage d'Assouan, « [p]rivés des limons apportés par la crue du Nil, les paysans égyptiens devaient acheter des engrais chimiques, ce que la plupart des fellahs, trop pauvres, ne pouvaient envisager⁵ ». On observe ici une forme d'insécurité à deux visages à la fois de type environnementale et sociétale, puisque favorisant une adaptabilité contraignante et le creusement d'une inégalité via le recours à des engrais se révélant coûteux pour une partie de la population (fellahs).

Initialement tournée vers des projets de petits barrages moins impactants d'un point de vue environnemental, l'Éthiopie embrasse désormais le gigantisme hydraulique, magnifié par la réalisation du méga-barrage de la Renaissance en

1. ASSOULINE (J.) et (S.), *Géopolitique de l'eau*, Levallois-Perret, Studyrama, 2012, p. 77.
2. Courrier International, « Climat. Retour chaleureux d'El Niño en 2023 », mai 2023 [En ligne].
3. Pour aller plus loin à ce sujet, L'eau dans le « nexus eau-énergie-alimentation », in BLANCHON (D.), *Géopolitique de l'eau, entre conflits et coopérations*, Paris, Le Cavalier Bleu, octobre 2019, p. 45.
4. « Le bilan écologique et hydrologique du barrage est l'objet d'une vive polémique », in LASSERRE (F.), BRUN (A.), *Le partage de l'eau. Une réflexion géopolitique*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 91.
5. WOESSNER (R.), « Les grands barrages éclaboussés par la critique », in *Le Monde* (hors-série), « L'Atlas de l'eau et des océans », 2017 [En ligne].